

**PRESTATIONS DE LIVRAISON, D'ORGANISATION, DE  
FOURNITURE ET DE CORRECTIONS DES TESTS TOEIC  
(Test of English for International Communication)  
POUR LES ETUDIANTS ET LE PERSONNEL DE CY CERGY  
PARIS UNIVERSITE  
MARCHE N°2025CYCPU0S28**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

Pouvoir Adjudicateur :  
CY Cergy Paris Université  
33 boulevard du port  
95011 Cergy Pontoise Cedex

Représenté par :  
Le président, Monsieur Laurent Gatineau

Comptable assignataire :  
L'agent comptable,  
Madame Carole Dotti

CCP MARCHE N°2025CYCPU0S28 : Prestations pour l'organisation, la fourniture et la correction de tests TOEIC  
(Test of English for International Communication) pour les étudiants et les personnels de CY CERGY PARIS  
UNIVERSITE

## Table des matières

PRÉAMBULE.....	4
Article 1 - Objet du marché – Dispositions générale.....	4
1.1 - Objet et étendue des prestations .....	4
1.2 - Durée du marché.....	4
1.3 - Lieux d'exécution .....	5
1.4 - Forme du marché .....	5
1.5 - Allotissement – décomposition de la consultation .....	5
1.6 - Options (au sens du droit communautaire) .....	5
1.7 - Sous-traitance .....	6
1.8 - Assurances.....	6
1.9 - Unité monétaire .....	6
Article 2 - Documents contractuels .....	6
Article 3 - Description des prestations .....	7
3.1 - Généralités .....	7
3.2 - Livraisons .....	7
3.3 - Correction des tests .....	8
3.4 - Communication des résultats.....	8
3.5 – Formation et habilitation des TCA (Test Center Administrator – Administrateur Centre Toeic) .....	9
3.6 - Interlocuteur unique .....	9
Article 5 - Modalités d'exécution des prestations.....	9
5.1 - Obligations de résultat .....	9
5.2 - Obligations de conseil .....	9
Article 6 - Bons de commande .....	9
Article 7 - Constatations de l'exécution des prestations.....	10
7.1 - Vérifications.....	10
7.2 - Décision après vérification .....	10
Article 8- Régime des droits de propriété intellectuelle .....	10
Article 9 – Prix.....	10
9.1 - Répartition des paiements .....	10
9.2 - Contenu des prix .....	11
9.3 - Révision des prix.....	11
Formule de révision des prix .....	11
Les modalités de révision des prix.....	12
Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuelle.....	12
Article 10 - Conditions de modalités de règlement.....	13

10.1 - Avance .....	13
10.2 - Facturation électronique : .....	13
10.3 - Délai global de paiements et intérêts moratoires.....	14
10.4 - Retenu de garantie.....	15
Article 11 - Pénalités.....	15
Article 12 - Obligation de confidentialité .....	16
Article 13 – Résiliation.....	17
13.1 - Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre .....	17
13.2 - Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre .....	17
13.3 - Résiliation pour mauvaise exécution .....	17
13.4- Résiliation pour motif d'intérêt général.....	17
Article 14 - Différends et litiges.....	18
Article 15 - Dérogations.....	18

## **PRÉAMBULE**

---

Dans le cadre du présent cahier des clauses particulières (CCP), CY CERGY PARIS UNIVERSITE est désignée sous l'appellation « CY ou l'université ».

Le candidat retenu est désigné sous l'appellation « le titulaire ».

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

Les parties contractantes sont :

CY Cergy Paris Université représentée par son Président ;

Le prestataire attributaire de l'accord-cadre, ci-après désigné le Titulaire.

L'anglais étant un atout majeur dans le monde professionnel, CY Cergy Paris Université tient à permettre à ses étudiants de valoriser leurs CV en leur laissant la possibilité de passer l'examen du TOEIC® (Test of English for International Communication) au sein de l'université.

Le présent marché est piloté par la Maison des Langues (MDL) qui accompagne les enseignants de l'Université pour accroître la cohérence de l'enseignement des langues dispensé au sein de l'Université et mieux l'adapter aux besoins des étudiants, pour apporter un soutien administratif et pédagogique aux composantes qui le souhaitent en matière d'enseignement des langues.

La MDL centralise et organise les sessions d'examen de certification pour l'Université.

## **Article 1 - Objet du marché – Dispositions générale**

### **1.1 - Objet et étendue des prestations**

---

Le présent marché a pour objet l'organisation, la fourniture et la correction de tests TOEIC pour les étudiants et les personnels de CY Cergy Paris Université.

Ce contrat est un marché public de services au sens de l'article L.1111-4 du Code.

Les modalités techniques et d'exécution du marché sont indiquées à l'article 3 du présent CCP.

### **1.2 - Durée du marché**

---

Le présent marché est conclu à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025 ou, si postérieure, à compter de sa date de notification au titulaire, pour une durée ferme d'un (1) an renouvelable annuellement par reconduction tacite, sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La dénonciation du marché par le pouvoir adjudicateur sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au moins deux (2) mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

### 1.3 - Lieux d'exécution

---

CY Cergy Paris Université est répartie sur **12** sites géographiques distincts, dans les départements du Val d'Oise, des Hauts-de Seine, des Yvelines et Pyrénées Atlantiques.

Chaque site est constitué d'un ou plusieurs bâtiments et localisé aux adresses suivantes :

- Site des **Chênes** 33 boulevard du Port – 95011 Cergy-Pontoise cedex
- Site des **Cerclades** - Place des Cerclades – 95015 Cergy-Pontoise cedex
- Site de **Hirsch** - avenue Bernard Hirsch – 95027 Cergy-Pontoise cedex
- Site de **Saint Martin** - 2 avenue Adolphe- Chauvin, 95302 - Cergy-Pontoise cedex
- Site de **Neuville** - 5 mail Gay Lussac - 95031 Cergy-Pontoise Cedex
- Site de la **Mir** – 1, rue Descartes – 95000 Neuville-sur-Oise
- Site d'**Argenteuil** - 95-97 rue Valère-Collas - 95100 Argenteuil
- Site de **Sarcelles** - 34, boulevard Bergson - 95200 Sarcelles
- Site de **Saint-Germain-en-Laye** - 5 rue Pasteur et 2 bis rue d'Alsace - 78100 Saint-Germain-en-Laye
- Site de **Gennevilliers** - avenue Marcel Paul, ZAC des Barbanniers - 92230 Gennevilliers
- Site d'**Antony** - 26 avenue Léon Jouhaux - 92160 Antony-Jouhaux
- Site de **Pau** CY Tech : 2 Boulevard Lucien Favre - 64075 Pau Cedex

Le titulaire pourrait être amené à devoir se déplacer sur les différents sites.

D'autres sites d'exécution peuvent être ajoutés ou retirés du présent accord-cadre pendant la durée de son exécution. De telles modifications feront l'objet d'un avenant au marché.

### 1.4 - Forme du marché

---

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le présent marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conclu à prix unitaires sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel à bons de commande de 80 000 € HT, soit 320 000 € HT maximum pour la durée totale de l'accord-cadre reconductions comprises) conformément à l'article R.2162-4-1°.

### 1.5 - Allotissement – décomposition de la consultation

---

Conformément à l'article L.2113-11 du Code, le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés serait de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### 1.6 - Options (au sens du droit communautaire)

---

Le présent marché public ne comporte pas de tranches.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires.

Le présent marché public pourra faire l'objet de reconductions dans les conditions définies à l'article 1.2 du présent cahier des clauses particulières.

### 1.7 - Sous-traitance

---

En application des articles L.2193-1 et suivants du Code, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à la condition préalable expresse d'avoir obtenu de l'établissement l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le représentant du pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

L'acte spécial de sous-traitance doit être renouvelé à chaque reconduction du marché.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

La présentation des sous-traitants est effectuée dans les conditions définies à l'article 10 du Règlement de consultation (RC).

### 1.8 - Assurances

---

Conformément aux dispositions de l'article 9 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, à compter de la notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché public, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur.

### 1.9 - Unité monétaire

---

Le pouvoir adjudicateur choisit l'euro comme monnaie de compte.

## Article 2 - Documents contractuels

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'attribution valant engagement (AE) et son annexe financière (le bordereau des prix unitaires - BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales issu de l'arrêté du 30 mars 2021 applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.

Les documents originaux détenus par CY Cergy Paris Université font seule foi. Tous les documents relatifs au marché sont rédigés en français.

Le titulaire déclare connaître parfaitement le CCAG-FCS bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché.

### Article 3 - Description des prestations

---

#### 3.1 - Généralités

---

Les missions du titulaire à réaliser sont les suivantes :

- L'inscription des étudiants aux tests ;
- L'envoi des convocations aux étudiants ;
- La livraison et le retour des tests ;
- L'aménagement de sessions de tests adaptées pour les candidats en situation de handicap ;
- La formation et l'habilitation des TCA ;
- La correction des tests ;
- L'émission et la mise à disposition des attestations de scores officiels ;
- La vérification du score sur demande de toute institution publique ou privée lorsque celle-ci souhaite confirmer un résultat.

Les personnes concernées par le présent marché public sont les étudiants et les personnels de CY Cergy Paris Université.

Le titulaire doit fournir à CY Cergy Paris Université des tests TOEIC agréés par l'éditeur officiel desdits tests.

Il s'engage à livrer les tests dans un délai de 48 heures avant la session d'examen.

Le calendrier d'examen pour l'année 2025-2026 est fourni au titulaire dès notification du marché. Les dates des sessions retenues sont fermes. Ce calendrier sera actualisé pour chaque année universitaire et sera préalablement transmis au titulaire au début de l'année.

#### 3.2 - Livraisons

---

Les adresses de livraison des tests TOEIC sont les suivantes :

**Le bureau de la Maison des langues, sis :**

CY Cergy Paris Université

Site des Cerclades

Bureau 42

Place des Cerclades

95015 CERGY-PONTOISE Cedex

Ou, sis :

## **CY TECH, Cergy Paris Université**

Site du Parc  
Avenue du Parc  
95000 Cergy

Ou, sis :

### **CY Tech**

Site de Pau  
Boulevard Lucien Favre  
64075 Pau Cedex

En fonction de ses besoins, CY indiquera au titulaire l'adresse de livraison parmi les trois prévues.

Les frais de livraison et les frais de retour des tests sont à l'entière charge du titulaire.

Ainsi, le titulaire doit fournir le matériel et l'affranchissement nécessaire pour que l'Université puisse renvoyer les tests pour correction aux frais du titulaire.

Soumis à une obligation de résultat, dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure, seul, de livrer les tests dans le délai imparti, soit quarante-huit heures (48) avant la date de l'examen, il prendra toutes les dispositions nécessaires, à ses frais, afin de parvenir à exécuter la livraison dans les délais prévus au présent contrat, soit avant l'issue des 48h précédant l'examen.

Si les tests ne sont pas livrés dans les délais, soit quarante-huit heures (48) avant la date de l'examen, entraînant de fait l'annulation de la session d'examen, le titulaire sera soumis aux pénalités prévues à l'article 11 du présent CCP.

D'autres adresses de livraison peuvent être ajoutés ou retirés du présent accord-cadre pendant la durée de son exécution. De telles modifications feront l'objet d'un avenant au marché.

### **3.3 - Correction des tests**

---

Le titulaire s'engage à corriger les tests dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de leur envoi par l'Université.

Le titulaire pourra proposer dans son offre une optimisation de ce délai. Dans le cas échéant, ce délai deviendra contractuel.

Le titulaire s'engage à ne facturer que les tests réellement utilisés. La facturation se fait donc par rapport au nombre d'étudiants effectivement présents le jour du test.

Ainsi, dès lors que le cachet de fermeture du test n'est pas ouvert, ledit test ne peut pas faire l'objet d'une facturation.

L'Université s'engage à renvoyer les tests non-utilisés en même temps que ceux envoyés pour correction.

Le titulaire prévoit l'organisation des corrections des tests ainsi que les modalités et l'organisation envisagée pour l'envoi des attestations de score officielles.

### **3.4 - Communication des résultats**

---

CCP MARCHE N°2025CYCPU0S28 : Prestations pour l'organisation, la fourniture et la correction de tests TOEIC (Test of English for International Communication) pour les étudiants et les personnels de CY CERGY PARIS UNIVERSITE



Le titulaire doit communiquer les résultats aux candidats dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date d'examen.

Durant les deux années suivant l'envoi des attestations de score officielles, toute institution, quel que soit son statut peut demander au titulaire de vérifier et de communiquer un score afin que ladite institution puisse confirmer ce score.

Le titulaire s'engage donc en ce sens à vérifier et à communiquer tout score demandé à ladite institution dans un délai de 10 jours ouvrables.

### **3.5 – Formation et habilitation des TCA (Test Center Administrator – Administrateur Centre Toeic)**

---

Le titulaire doit former et habilitier les TCA pour le passage du TOEIC.

### **3.6 - Interlocuteur unique**

---

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour l'Université (Nom, Prénom, coordonnées).

Il prévoit toutes les modalités propres à pallier à une éventuelle absence de cet interlocuteur (interlocuteur suppléant).

## **Article 5 - Modalités d'exécution des prestations**

---

### **5.1 - Obligations de résultat**

---

Le titulaire s'engage à faire exécuter toutes les prestations telles que décrites dans son offre et conformément aux règles de l'art de la profession.

### **5.2 - Obligations de conseil**

---

Le titulaire a une obligation générale de conseil et d'information.

Il est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire :

- S'oblige notamment à lui fournir les préconisations, conseils, modifications des méthodes susceptibles d'améliorer la réalisation des prestations ;
- S'engage à prendre connaissance de tous les documents fournis, des contraintes et/ou des informations techniques communiqués par le prescripteur à l'appui de ses commandes ;
- S'engage à signaler les incohérences, erreurs, oublis qui lui paraissent affecter la bonne exécution de la prestation.

## **Article 6 - Bons de commande**

---

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins, sans qu'aucun minimum de commande ne puisse être imposé au pouvoir adjudicateur.

- Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :
- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- Le numéro du marché ;
- La date, le numéro et le montant du bon de commande ;
- Les modalités de transmission des prestations ;

- Les délais d'exécution des prestations.

IMPORTANT : le titulaire ne doit remettre sa prestation qu'après notification du bon de commande correspondant.

Le non-respect de cette prescription entraîne le rejet de la demande de paiement des prestations par l'Université.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme au contenu des bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au représentant du pouvoir adjudicateur.

## **Article 7 - Constatations de l'exécution des prestations**

---

### **7.1 - Vérifications**

---

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les prescriptions du présent marché public conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

De manière générale, la réception des prestations est prononcée par l'Université, après achèvement complet des prestations.

Chaque réception fait l'objet d'une attestation de service fait signée par le pouvoir adjudicateur attestant ainsi l'admission de la prestation.

Suite aux vérifications, le titulaire doit se conformer aux relectures des services demandeurs afin de prendre en compte les modifications demandées. En aucun cas, les modifications ou compléments apportés par le titulaire à la demande des services de l'Université ne pourront faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

### **7.2 - Décision après vérification**

---

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **Article 8- Régime des droits de propriété intellectuelle**

---

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS « Utilisation des résultats » (Articles 34 à 37 du CCAG-FCS).

## **Article 9 – Prix**

### **9.1 - Répartition des paiements**

---

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé au Titulaire du marché et à ses sous-traitants connus ou à déclarer ultérieurement, pour lesquels un acte spécial de sous-traitance sera établi.

## 9.2 - Contenu des prix

---

Les prestations faisant l'objet du présent marché public sont réglées en application du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes et définitifs pour la première année puis révisibles annuellement à la date d'anniversaire du marché public dans les conditions fixées à l'article 9.3 du présent cahier des clauses particulières.

Les prix du marché sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Les prix comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations et les frais qui en résultent couramment.

Aussi, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle du titulaire et de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles, au moment de l'établissement des dites factures.

Le taux de TVA des factures afférentes au présent marché public est celui applicable au moment de l'établissement des dites factures.

Les échanges de documents par coursiers ou tout autre moyen entre le titulaire et l'Université sont à la charge du titulaire.

## 9.3 - Révision des prix

---

La révision des prix s'opère à la baisse comme à la hausse.

### Formule de révision des prix

L'accord-cadre est traité à prix unitaires suivant les prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires. Les prix sont fermes sur la première période de douze (12) mois du marché.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Ils sont ensuite révisibles à chaque reconduction à la baisse ou à la hausse.

Les prix sont révisés annuellement par référence à l'indice de l'INSEE « Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Commerce (NAF rév. 2 section G) - Base 100 en décembre 2008 », identifiant 001565189 par application de la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} \times I/I_0$$

dans laquelle :

**P<sub>n</sub>** = Nouveau prix applicable ;

**Pn-1** = Soit le prix initial du mois zéro soit le prix appliqué suite à la dernière révision ;

**I** = Valeur connue de l'indice à la date de révision ;

**Io** = Soit la valeur de l'indice connue au mois zéro soit la valeur de l'indice connue à la date de la précédente révision

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul de la révision des prix sera établi par simple courrier.

Le taux de la T.V.A. applicable à chaque facturation sera celui en vigueur à la date de cette facturation.

Dans le cas où les indices prévus cesseraient d'être publiés, de nouveaux indices seraient choisis d'un commun accord et feront l'objet d'un avenant.

#### Les modalités de révision des prix

Les prix sont révisés annuellement à date d'anniversaire de l'accord-cadre.

A chacune des échéances prévues ci-dessus, les prix unitaires de l'accord-cadre sont révisés sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative de l'Université.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'université, par lettre recommandée ou par voie électronique à l'adresse [marche@ml.u-cergy.fr](mailto:marche@ml.u-cergy.fr) avec accusé de réception le nouveau BPU avec un préavis de 1 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre.

Ces nouveaux prix font ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix initiaux.

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins 1 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

En cas de non-respect des délais de transmission, les tarifs seront tacitement reconduits pour la nouvelle période du marché.

Si le titulaire ou le pouvoir adjudicateur ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix, les prix précédemment appliqués restent en vigueur jusqu'à la prochaine date de révision.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix unitaires. Au-delà de ce délai, le silence de l'administration ou du titulaire vaut acceptation des nouveaux prix.

Ces derniers sont annexés aux prix initiaux et prennent effet à compter de la date prévue pour l'application de la révision.

#### Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuelle

Clause de sauvegarde :

CCP MARCHÉ N°2025CYCPU0S28 : Prestations pour l'organisation, la fourniture et la correction de tests TOEIC (Test of English for International Communication) pour les étudiants et les personnels de CY CERGY PARIS UNIVERSITE

Lorsque l'application de la formule de révision de prix ci-dessus a pour effet d'augmenter les prix d'au moins 5% par an, l'Université a la possibilité de résilier le marché sans verser d'indemnité à l'entreprise titulaire du marché.

Dans cette hypothèse, la décision de résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, les prix anciens continuent d'être pratiqués. Toutefois, l'Université ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commande supérieur à celui observé sur une période précédente comparable.

## **Article 10 - Conditions de modalités de règlement**

---

### **10.1 - Avance**

---

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option B s'applique.

Sous réserve de remplir les conditions énoncées dans le code de la commande publique, notamment si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai de son exécution est supérieur à deux mois, une avance de 5% du montant initial du marché toutes taxes comprises peut être versée au titulaire.

Pour les prestations faisant suite à l'émission d'un bon de commande, une avance est accordée au titulaire du marché public pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations exécutées du marché.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

### **10.2 - Facturation électronique :**

---

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs à compter du 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1- Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation;

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2- Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter »

Pour déposer les factures sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

**Important :**

**Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.**

### 10.3 - Délai global de paiements et intérêts moratoires

---

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception à l'Université de la facture établie par le titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

CCP MARCHE N°2025CYCPU0S28 : Prestations pour l'organisation, la fourniture et la correction de tests TOEIC (Test of English for International Communication) pour les étudiants et les personnels de CY CERGY PARIS UNIVERSITE

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de CY Cergy Paris Université.

#### 10.4 - Retenu de garantie

---

Il n'est pas opéré de retenu de garantie.

#### Article 11 - Pénalités

---

Les différentes pénalités définies au présent article peuvent se cumuler.

Dans le cas de prestations non conformes, l'Université peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai le titulaire n'apporte pas une prestation normale, l'université peut y pourvoir aux frais du titulaire.

Les pénalités exprimées en pourcentage ou en millième du montant du marché s'entendent du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Par dérogation aux dispositions fixées à l'article 14.1.2 du C.C.A.G. FCS, ces pénalités ne sont pas assujetties à la formule de révision des prix définie, le cas échéant, à l'article 9.3 du présent CCAP.

La défaillance du titulaire, hors cas de force majeure, fera l'objet d'un constat de carence notifié par courriel à l'Agence du titulaire. Toute remise en ordre faite par le titulaire après notification d'un constat de carence devra obligatoirement être confirmée par télécopie ou par E-Mail à l'université.

Articles du CCP	Type de pénalités	Montant en € HT
3.1	Manquement dans l'inscription d'un candidat à l'examen du test TOEIC.	500 € par manquement et 1000 € par jour ouvrable de retard.
3.1	Retard dans la convocation des étudiants à l'examen du test TOEIC.	1000 € par jour ouvrable de retard

3.1	Absence de TCA formé et habilité à surveiller les examens des tests TOEIC.	1000 € par absence et jour de retard (jour ouvrable)
3.1	Retard dans la livraison des tests.	1000 € euros par jour ouvrable de retard
3.2	Non-conformité du nombre de tests reçus avec le nombre de tests commandés.	500 € par constat de manquement
3.3	Retard dans la correction des tests dans les 10 jours ouvrables.	500 € par jour ouvrable de retard
3.4	Non-transmission des résultats aux candidats des tests dans un délai de 10 jours ouvrables.	500 € par jour ouvrable de retard et par constat de manquement
3.4	Non-transmission des attestations de scores officiels à CY Cergy Paris Université dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la demande émanant de l'Université.	500 € par jour ouvrable de retard et par constat de manquement

En cas de retard dans la livraison des tests conduisant de fait à l'annulation d'une session organisée, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 1000 € et devra en outre rembourser intégralement à l'Université tous les frais liés à ce manquement :

- Tests
- Frais de livraison
- Frais de main d'œuvre (surveillants du test)

En cas de manquement répété plus de deux fois, l'Université pourra résilier le présent contrat au titre de l'article 13.3 du présent CCP.

## **Article 12 - Obligation de confidentialité**

Le titulaire, ses salariés, co-traitants et ses sous-traitants, qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature relatifs, notamment, à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances et le savoir-faire qui lui sont fournis par CY Cergy Paris Université.

Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels co-traitants et sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article. Cet engagement écrit des éventuels co-traitants et sous-traitants est communiqué par le titulaire à CY Cergy Paris Université, à première demande. Ne



sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

**Le titulaire est également soumis à une obligation de confidentialité dans le but de protéger la vie privée des participants aux tests. Il lui est donc interdit de divulguer à un tiers les données personnelles collectées ou les résultats des tests sauf accord express formalisé par l'intéressé.**

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, en cas de violation de ces aspects, le titulaire encourt l'application d'une pénalité égale à 20 % du montant total du marché public ainsi que la résiliation immédiate du marché public pour faute sans mise en demeure préalable.

## **Article 13 – Résiliation**

---

### **13.1 - Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre**

---

Le présent accord-cadre peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG-FCS.

### **13.2 - Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre**

---

Cet accord-cadre peut être résilié en raison d'événements liés au marché public (conditions définies à l'article 40 du CCAG-FCS).

La résiliation de l'accord-cadre consécutive à un événement lié au marché public n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

### **13.3 - Résiliation pour mauvaise exécution**

---

L'Université peut résilier le présent accord-cadre, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de confidentialité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents du marché.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, cette résiliation pourra intervenir sans mise en demeure préalable assorti d'un délai d'exécution.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

### **13.4- Résiliation pour motif d'intérêt général**

---

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, le présent accord-cadre peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans versement d'indemnité de résiliation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne peut résulter que d'un courrier express adressé au titulaire avec avis de réception.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché

#### **Article 14 - Différends et litiges**

---

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent accord-cadre.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise  
2/4 Boulevard de l'Hautil  
95000 CERGY-PONTOISE  
Tél : 01.30.17.34.00  
Fax : 01.30.17.34.59

#### **Article 15 - Dérogations**

---

L'article 1.8 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 13 du présent CCAP déroge aux articles 38, 41.2 et 42 du CCAG-FCS.